



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

—
 QUEBEC, SAMEDI, 8 JUILLET 1905.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2075

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

—
 Québec, 3 juillet 1905.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Jean Prévost, écuyer, avocat, Conseil du Roi, député à l'Assemblée Législative pour la division électorale de Terrebonne, membre du Conseil Exécutif de la province de Québec.

GUSTAVE GRENIER,
 Greffier du Conseil Exécutif.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer :

L'Honorable Adélar Turgeon, ministre des terres et des forêts ;

L'Honorable Jules Allard, ministre des travaux publics et du travail ;

L'Honorable Jean Prévost, ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries.

GUSTAVE GRENIER,
 Greffier du Conseil Exécutif. 2435

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23

PROVINCE OF QUEBEC

—
 QUEBEC, SATURDAY, 8th JULY, 1905.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2076

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

—
 Quebec, 3rd July, 1905.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Jean Prévost, esquire, King's Counsel, member of the Legislative Assembly for the electoral division of Terrebonne, a member of the Executive Council of the province of Quebec.

GUSTAVE GRENIER,
 Clerk of the Executive Council.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint :

The Honorable Adélar Turgeon, minister of Lands and Forests ;

The Honorable Jules Allard, minister of Public Works and Labor ;

The Honorable Jean Prévost, minister of Colonization, Mines and Fisheries.

GUSTAVE GRENIER,
 Clerk Executive Council. 2436

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd

juin 1905, de nommer M. Firmin Alfred Baudry, avocat, de la ville de Buckingham, recorder de la ville de Buckingham. 2427

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 22 juin 1905, que MM. Emmanuel Persillier Lachapelle et Henry Robert Gray, de la cité de Montréal, soient de nouveau nommés membres du conseil d'hygiène de la province. 2439

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 juillet 1905, de nommer MM. Médard Tremblay et Joseph Angers, conseillers de la municipalité du village d'Hébertville Station, comté du Lac Saint-Jean, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal. 2453

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTE.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } L. N. Asselin, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'il croit le plus convenable d'assigner à la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, dans le comté de Matane, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, du Mont Joli, dans le comté de Matane, est un démembrement de la paroisse de Sainte-Flavie, occupant une superficie d'environ six milles et demi (6½) carrés, le périmètre de son territoire est décrit comme suit, savoir :

Partant du coin est de la paroisse de Sainte-Flavie, c'est-à-dire à l'intersection de la rivière Métis avec l'arrière-ligne du troisième rang de Sainte-Flavie ; de là, en suivant la rive sud-ouest de la dite rivière, jusqu'à la rencontre de la ligne de division entre les lots du cadastre numéros quatre cent quarante-quatre et quatre cent quarante-cinq (444 et 445), puis cette ligne de division, jusqu'à la ligne de front du troisième rang ; de là, en suivant cette ligne de front vers le sud-ouest, jusqu'à l'intersection de la ligne limitative entre les lots numéros quatre cent vingt-quatre et quatre cent vingt-cinq (424 et 425) ; de là, vers l'ouest, la limite nord du terrain du chemin de fer Intercolonial, puis la ligne nord des lots numéros quatre cent trois et quatre cent un (403 et 401), jusqu'à l'extrémité sud-est de la ligne des lots numéros trois cent trente-cinq et quatre cent (335 et 400) ; de là,

June, 1905, to appoint Mr. Firm'n Alfred Baudry, advocate, of the town of Buckingham, recorder of the town of Buckingham. 2428

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd of June, 1905, that Messrs. Emmanuel Persillier Lachapelle and Henry Robert Gray, of the city of Montreal, be appointed a new members of the provincial board of health. 2440

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, to appoint, on the 5th of July, 1905, Messrs. Medard Tremblay and Joseph Angers, councillors of the municipality of the village of Hébertville Station, county of Lake Saint John, in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code. 2454

Proclamations

Canada }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom they may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS L.
Attorney General. } N. Asselin, secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine, of the Revised Statutes of the province of Quebec in and for the Roman Catholic diocese of Rimouski, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the lieutenant-governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree, of the ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Notre-Dame-de-Lourdes, in the county of Matane, in the said Roman Catholic Diocese of Rimouski, to be as follows, that is to say :

The parish of Notre-Dame de Lourdes, du Mont Joly, in the county of Matane, is a dismemberment of the parish of Sainte-Flavie, occupying an area of about six and a half (6½) miles square. The perimeter of its territory is described as follows, to wit :

Starting from the east corner of the parish of Sainte-Flavie, that is, at the intersection of the river Metis, with the rear line of the third range of Sainte-Flavie ; from thence, following from the south west bank of the said river to its meeting with the division line between the cadastral lots numbers four hundred and forty four and four hundred and forty five (444 and 445), then this division line to the front line of the third range ; from thence, following this front line to the south west, to the intersection of the boundary line between the lots numbers four hundred and twenty four and four hundred and twenty five (424 and 425) ; from thence, towards the west, the north line of the land of the Intercolonial railway, then the north line of the lots numbers four hundred and three and four hundred and one (403 and 401), to the south east extremity of the line of the lots

sur cette ligne, vers le nord-ouest, cinq arpents neuf perches et onze pieds ; de là, vers l'ouest, jusqu'à la ligne des lots numéros deux cent vingt-deux et deux cent quatre-vingt-quatre (222 et 284), quatre arpents, une perche et douze pieds, plus ou moins, mesurés sur une ligne qui fait avec la précédente un angle inclus de cent sept degrés (et vingt huit minutes (107° 28') ; de là, jusqu'au côté nord-est du chemin Matapédia, deux arpents et deux perches, plus ou moins, mesurés sur une ligne qui fait avec le prolongement de la précédente un angle de douze degrés, cinquante-cinq minutes (12° 55') ; de là, vers le nord-ouest, quatre perches et neuf pieds sur le dit côté nord-est du dit chemin, puis la même distance à angle droit vers le sud-ouest ; de là, vers le sud jusqu'à la ligne entre les lots numéros cent quatre-vingt-dix-sept et deux cent trois (197 et 203), trois arpents, plus ou moins, mesurés sur une ligne qui fait avec la précédente un angle de cent trente-sept degrés et cinq minutes (137° 05') ; de là, vers le sud-est, cinq arpents trois perches et un pied, plus ou moins, mesurés sur la dite ligne des lots numéros 197 et 203 jusqu'à la limite nord du terrain du chemin de fer Intercolonial ; de là, vers l'ouest, la dite limite, trois arpents, plus ou moins, jusqu'à la ligne entre les numéros cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix-sept (196 et 197) ; de là, vers le sud-est, en suivant la même ligne jusqu'à la ligne de front du troisième rang, puis la dite ligne de front jusqu'à la limite nord-est de la paroisse de Sainte-Luce ; de là, vers le sud-est, la dite limite jusqu'à la limite nord-ouest de la paroisse de Saint-Joseph de Lepage ; de là, cette dernière limite jusqu'au point de départ.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable **SIR LOUIS A. JETTÉ** Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTEIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2445

Canada
Province of
Québec.

[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

numbers three hundred and thirty five and four hundred (335 and 400) ; from thence, on that line, towards the north west, five arpents, nine perches and eleven feet ; from thence, towards the west, to the line of the lots numbers two hundred and twenty two and two hundred and eighty four (222 and 284), four arpents, one perch and twelve feet, more or less, measured on a line forming with the preceding one an enclosed angle of one hundred and seven degrees and twenty eight minutes (107° 28') ; from thence, to the north east side of the Matapédia road, two arpents and two perches, more or less, measured on a line which makes with the prolongation of the preceding one an angle of twelve degrees and fifty five minutes (12° 55') ; from thence, towards the north west, four perches and nine feet, on the said north east side of the said road, then the same distance at a right angle to the south west ; from thence, towards the south to the line between the numbers one hundred and ninety seven and two hundred and three (197 and 203), three arpents, more or less, measured on a line which form with the preceding one an angle of one hundred and thirty seven degrees and five minutes (137° 05') ; from thence, towards the south west, five arpents three perches and one foot, more or less, measured on the said line of the lots numbers 197 and 203, to the north line of the land of the Intercolonial railway ; from thence towards the west, the said line, three arpents, more or less, to the line between the lots numbers one hundred and ninety six and one hundred and ninety seven (196 and 197) ; from thence, towards the south east, following the same line to the front line of the third range ; then the said front line to the north east limit of the parish of Sainte Luce ; from thence, towards the south east, the said limit to the north west limit of the parish of Saint Joseph de Lepage ; from thence, this last line to the starting point.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Notre-Dame-de-Lourdes aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Notre-Dame-de-Lourdes to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable **SIR LOUIS A. JETTÉ**, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, the THIRTIETH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, in the fifth year of Our Reign.

By Command

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2446

Canada,
Province of
Québec.

[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec.

2219

Avis du Gouvernement

La compagnie "North British and Mercantile Insurance Company," a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Randall James Davidson, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 29 juin 1905.

La compagnie "The American Thread Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Ses agents principaux aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, sont MM. Walter Wilson et Roger Armytage Batley, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 29 juin 1905.

2425

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and five, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now Know Ye, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the EIGHTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWELFTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2220

Government Notice

The "North British and Mercantile Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Randall James Davidson, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary

Quebec, 29th June, 1905.

The "American Thread Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agents, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, are Messrs. Walter Wilson and Roger Armytage Batley, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 29th June, 1905.

2426

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 4 juillet 1905.

Quebec, 4th July, 1905.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Attendu que, par arrêté en conseil No 295, du 11 mai 1905, il a été ordonné de suspendre l'action des arrêtés en conseil Nos 219 et 220 du 13 avril 1905, fixant des tarifs de péage pour le flottage du bois sur la Rivière du Sud et sur la rivière dite "le Bras de Saint-Nicolas", et ce jusqu'à ce que le gouvernement ait pu entendre contradictoirement les parties intéressées à la fixation des dits tarifs.

Whereas, by order in council No. 295, of the 11th of May, 1905, it was ordered that action be suspended on the order in council Nos. 219 and 220 of the 13th of April, 1905, fixing schedules of tolls for floating logs on the Rivière du Sud and on the river called "Le Bras de Saint-Nicolas", and this until the government could hear contradictorily the parties interested in fixing the said tariffs.

Attendu que les dites parties ont depuis été entendues et qu'il y a lieu de maintenir les dispositions des dits arrêtés en conseil Nos 219 et 220, mais en faisant disparaître certaines erreurs de copies ou autres, et en rectifiant et complétant le texte tel que ci-après.

Whereas the said parties have been heard since and there is ground to maintain the terms of the said orders in council Nos. 219 and 220, but removing certain errors in copying or others, and by rectifying and completing the text such as hereafter set forth.

Il est en conséquence ordonné : 1° Que l'arrêté en conseil No 295, du 11 mai 1905, soit rescindé et annulé.

It is ordered, in consequence : 1. That the order in council No. 295, of the 11th of May, 1905, be rescinded and annulled.

2° Que le tarif de péage pour le flottage du bois sur partie de la Rivière du Sud, et ses tributaires, comté de Montmagny, tel que fixé par l'ordre en conseil No. 219, du 13 avril 1905, se lise comme suit :

2. That the schedule of tolls for floating logs on part of the Rivière du Sud and its tributaries, county of Montmagny, such as fixed by the order in council No. 219, of the 13th of April, 1905, read as follows :

RIVIÈRES.	Taux par 100 billots.	Taux pour bois de pulpe ou bois de chauffage, par corde de 128 pieds cubes.
—	—	—
RIVERS.	Tolls per 100 logs.	Tolls for pulp wood or fuel per cord of 128 cubic feet.
Fourches Alick.....	\$3 82½	\$1 27½
Grand Ruisseau.....	2 65	0 88½
La Loure.....	2 59	0 86
Fourche du pin et Ruisseau Gabriel.....	2 88	0 96
Fourche Nord-Ouest.....	1 28	0 42½
Rivière Noire.....	2 35	0 78½
Grande Rivière.....	0 94	0 31½

3° Que le tarif de péage pour le flottage du bois sur partie de la rivière dite "le Bras de Saint-Nicolas", et de ses tributaires, comtés de Montmagny et de l'Islet, tel que fixé par l'ordre en conseil No 220, du 13 avril 1905, se lise comme suit :

3. That the schedule of tolls for floating logs on part of the river called "Le Bras de Saint-Nicolas," and of its tributaries, counties of Montmagny and L'Islet, such as fixed by the order in council No. 220, of the 13th of April, 1905, read as follows :

RIVIÈRES.	Taux par 100 billots.	Taux pour bois de pulpe ou bois de chauffage, par corde de 128 pieds cubes.
—	—	—
RIVERS.	Tolls per 100 logs.	Tolls for pulp wood or fuel per cord of 128 cubic feet.
Bras Apic (Montmagny).....	\$1 14	\$0 38
Lac à Fortin.....	3 06½	1 02
Méchant pouce.....	0 56½	0 18½
Bras Apic (L'Islet).....	2 62	0 87½
Fourche de l'Est.....	1 30	0 43½
Bras Nord-Est.....	1 03	0 34½
Bras Saint-Nicolas.....	0 71½	0 23½

4° Que la perception des dits péages soit et est autorisée à compter de la dite date du 13 avril 1905.

4. That the levy of the said tolls be and it is authorized to count from the said date of the 13th of April, 1905.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.GUSTAVE GRENIER,
Clerk of Executive Council.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de juin 1905, incorporant MM. Joseph Lamoureux, manufacturier, Clément Robitaille, manufacturier et échevin, Avila Lecompte, marchand, Joseph Adonis Bleau, comptable, Arthur Gaboury, agent, Ludger Trudeau, surintendant des tramways, Zéphirin Benoit, chef département du feu, Antonio Robitaille, comptable, Arthur S. Vallières, marchand, Joseph Gauvreau, gérant, et Zotique Ginchereau, marchand, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : l'encouragement de l'éducation, la récréation, l'amusement et l'amélioration des relations sociales de ses membres, et particulièrement afin de développer leurs forces physiques par des exercices corporels, tels que jeu de quilles, jeu de billards, jeu de dames et d'échecs, etc., etc., sous le nom de "Le club de dames et d'échecs de Montréal", avec un fonds social de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en deux cents (200) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de juin 1905.

L. RODOLPHE ROY,

2437

Secrétaire de la province.

No 3032.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier (1905), de détacher de la municipalité scolaire de la ville de Longueuil, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Longueuil, comté de Chambly, savoir : la partie du No 36 appartenant à Toussaint Préfontaine, la partie du No 36 appartenant à la Compagnie des Chemins à Barrière, de Longueuil à Boucherville, la partie du No 35 appartenant à Pierre Vincent, fils d'Antoine, le No 33 et la partie du No 35 appartenant à Pierre Auguste Delvecchio, et les Nos 34, 32, 31, 30, 29 et 28, et de les annexer à la municipalité scolaire de la "paroisse" de Longueuil, pour les fins scolaires.

Cette annexation devant prendre effet le 1er juillet 1905.

2455

No 500.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Division de municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 30 juin dernier, 1905, de diviser la municipalité scolaire de Sainte-Scholastique, comté de Deux-Montagnes, en deux municipalités scolaires distinctes, dont l'une sera connue sous le nom du "village de Sainte-Scholastique," et l'autre sous celui de la "paroisse de Sainte-Scholastique."

La municipalité du village de Sainte-Scholastique comprendra le village de Sainte-Scholastique avec les limites qui lui sont assignées pour les fins municipales, et en outre, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Scholastique les numéros 20, 21, 22, 23, 24, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 177, 181, 181a, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 259a, 260, 261, 262, 264, 267, 268, 269, 270 et 271.

Et la municipalité de la paroisse de Sainte-Scholastique comprendra le reste de la municipalité scolaire actuelle de Sainte-Scholastique, la partie non comprise dans le territoire de la municipalité scolaire du village ci-dessus décrit.

Cette division prendra effet le 1er juillet 1905.

2457

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letter patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of June, 1905, incorporating Messrs. Joseph Lamoureux, manufacturer, Clément Robitaille, manufacturer and alderman, Avila Lecompte, merchant, Joseph Adonis Bleau, accountant, Arthur Gaboury, agent, Ludger Trudeau, street car superintendent, Zéphirin Behoit, chief of fire department, Antonio Robitaille, accountant, Arthur S. Vallières, merchant, Joseph Gauvreau, manager, and Zotique Ginchereau, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes, namely : the encouragement of education, recreation, amusement and improving the social relations of its members, and particularly to develop their physical strength by bodily exercises, such as bowling, billiards, chequers and chess, &c., &c., by the name of "Le club de dames et d'échecs de Montréal", with a capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into two hundred (200) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of June, 1905.

L. RODOLPHE ROY,

2438

Provincial secretary.

No. 3032.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June instant, 1905, to detach from the school municipality of the town of Longueuil, the following lots of the official cadastre of the parish of Longueuil, county of Chambly, to wit : the part of No. 36, belonging to Toussaint Préfontaine, the part of No. 36, belonging to the Longueuil Turnpike Company, from Longueuil to Boucherville, the part of No. 35, belonging to Pierre Vincent, son of Antoine, No. 33 and the part of No. 35, belonging to Pierre Auguste Delvecchio, and Nos. 34, 32, 31, 30, 29 and 28, and to annex them to the school municipality of the parish of Longueuil, for school purposes.

This annexation will take effect on the 1st of July, 1905.

2456

No. 500.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Division of a school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June last, 1905, to divide the school municipality of Saint Scholastique, county of Two Mountains, into two distinct school municipalities, one of which will be known by the name of "Village of Sainte-Scholastique," and the other by that of "Parish of Sainte-Scholastique."

The municipality of the village of Sainte-Scholastique will comprise the village of Sainte-Scholastique with the limits which are assigned to it for municipal purposes, and, moreover, the lots, having on the official cadastre of the parish of Sainte-Scholastique, the numbers 20, 21, 22, 23, 24, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 177, 181, 181a, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 259a, 260, 261, 262, 264, 267, 268, 269, 270 and 271.

And the school municipality of the parish of Sainte-Scholastique will comprise the remainder of the actual school municipality of Sainte-Scholastique, the part not comprised in the territory of the school municipality of the village herein above described.

This division will take effect on the 1st of July, 1905.

2458

No 970.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier, 1905, de détacher de la municipalité scolaire de Saints-Anges, dans le comté de Beauce, les lots ayant au cadastre officiel, de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, les Nos 1213, 1214 et 1215, et ceux ayant le No 1078, et les numéros suivants jusqu'à 1094, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie, comté de Beauce, y compris le numéro 1093a, de ce dernier cadastre, et de les annexer à la municipalité scolaire de Frampton-Ouest, dans le comté de Dorchester.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet 1905.
2459

No 952.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier, 1905, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne-du-Sault, comté d'Arthabaska, le lot ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault le numéro 346, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet 1905.
2461

No 800.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier, 1905, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Damase, comté de Matane, les lots ayant les numéros 1, 2, 3 et 4, des 8e et 9e rangs du canton McNider, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Moïse, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet 1905.
2463

No 2220.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier, 1905, de détacher de la municipalité scolaire du canton de Windsor, comté de Richmond, les lots ayant au cadastre officiel du canton de Windsor, le No 490 et les numéros suivants jusqu'à 494 inclusivement, le No 540 et les numéros suivants jusqu'à 546 inclusivement, et les numéros 609 et 610, et de les annexer à la municipalité scolaire de Cleveland, dans le même comté.

Cette annexion devant prendre effet le 1er juillet 1905.
2465

No 1250.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier, 1905, d'ériger en municipalité scolaire les huit premiers rangs du canton Mousseau, dans le comté de Montcalm, sous le nom de "L'As-

No 970.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th June last, 1905, to detach from the school municipality of Saint's Anges, county of Beauce, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Joseph de Beauce, the Nos. 1213, 1214 and 1215, and those bearing the No. 1078, and the following numbers to 1094, inclusively, of the official cadastre of the parish of Sainte Marie, county of Beauce, comprising the No. 1093a, of this last cadastre, and to annex them to the school municipality of Frampton West, in the county of Dorchester.

This annexation will take effect on the 1st of July, 1905.
2460

No. 952.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June last, 1905, to detach from the school municipality of Sainte Anne du Sault, county of Arthabaska, the lot bearing on the official cadastre of the parish of Sainte Anne du Sault, the number 346, and to annex it to the school municipality of Sainte Eulalie, in the same county.

This annexation will take effect on the 1st of July, 1905.
2462

No. 800.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June last, 1905, to detach from the school municipality of Saint Damase, county of Matane, the lots bearing the numbers 1, 2, 3 and 4, of the 8th and 9th ranges of the township McNider, and to annex them to the school municipality of Saint Moïse, in the same county.

This annexation will take effect on the 1st of July, 1905.
2464

No. 2220.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June last, 1905, to detach from the school municipality of the township of Windsor, county of Richmond, the lots bearing on the official cadastre of the township of Windsor the No. 490 and the following numbers up to No. 494 inclusively; No. 540 and the following up to 546 inclusively; and the numbers 609 and 610, and to annex them to the school municipality of Cleveland, in the same county.

This annexation will take effect on the 1st of July, 1905.
2466

No. 1205.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June last, 1905, to erect into a school municipality the first eight ranges of the township Mousseau, in the county of Montcalm, under the name

ension. Ce canton ne fait partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette érection prendra effet le 1er juillet 1905.

2467

LOI DES DIFFERENDS OUVRIERS DE
QUEBEC.

(Extrait de la Loi 1, Ed. VII, chap. 31, sec. 3,
art. 16).

16. La recommandation des patrons et des employés relativement aux personnes à nommer membres des Conseils d'Arbitrage s'obtient en la manière ci après déterminée :

(a) Pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les patrons, chaque patron de la province, employant au moins dix personnes, a droit à un vote ; toute association de la province, constituée ou non en corporation, représentant les intérêts des patrons, dont chaque membre employé au moins dix personnes, a droit à un vote ; toute chambre de commerce de la province légalement constituée a droit à un vote.

(b) Pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les employés comme membre du Conseil d'Arbitrage en matière étrangère aux chemins de fer, toute association ouvrière ou de travail, toute assemblée de district de chevaliers du travail, tout conseil fédéré des ouvriers en bâtiments, toute union ouvrière légalement constituée en corporation, toute association d'ouvriers d'une industrie principalement constituée pour s'occuper et s'occuper réellement et *bona fide* de la fixation des salaires et des heures de travail, a droit à un vote.

AVIS.

En conformité des dispositions de la "Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industrielles", toutes associations ou personnes ayant droit de voter pour le choix d'un membre de l'un ou de l'autre des Conseils, sont notifiées par les présentes d'avoir à communiquer au soussigné leur nom et adresse postale, le ou avant le premier jour d'août 1905.

FÉLIX MAROIS,

Greffier des Conseils de Conciliation
et d'Arbitrage.

Département des Travaux Publics,
Québec, 19 juin 1905. 2281-2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Trois-Rivières, le 10 juillet 1905, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries. 2145-5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation

of "L'Ascension." This township does not form part of any school municipality.

This erection will take effect on the 1st of July, 1905. 2468

THE QUEBEC TRADE DISPUTES ACT.

(Extrait from Statute 1, Ed. VII, chap. 31 sect 3,
art. 16).

16. The recommendation of employers and employees as to the persons to be appointed as members of the Councils of Arbitration respectively is ascertained as follows :

(a) For the selection of the person to be recommended by the employers, every employer in the province, having at least ten persons in his employment, is entitled to one vote ; every organization in the province, whether incorporated or unincorporated, representing the interests of employers, each member of which has at least ten persons in his employment, is entitled to one vote ; every Board of Trade in the province legally constituted is entitled to one vote.

(b) For the selection of the person to be recommended by employees as a member of the council of arbitration in matters foreign to railways, every trade and labor council, every district assembly of the knights of labor, every federated council of building trades, every lawfully incorporated trade union, every organization of wage earners of an industrial calling primarily constituted, and actually and *bona fide* operated for the regulation of the wages and hours of labor, is entitled to one vote.

NOTICE.

Pursuant to the provisions of the "Act respecting Councils of Conciliation and of Arbitration for settling Industrial Disputes," all associations or persons entitled to vote in the selection of a member for either Council, are hereby requested to give their name and postal address to the undersigned, on or before the first day of August, 1905.

FELIX MAROIS,

Clerk of the Councils of Conciliation
and of Arbitration.

Department of Public Works,
Québec, 19th June, 1905. 2282

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Three Rivers, on the 10th July, 1905, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.]

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries 2146

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies,

de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis par écrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas pré-

the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not

sentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphie, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

2071

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière ombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, gliassoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

2072

LOUIS FRECHETTE,

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant a circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer ses raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, et que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante cents par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the

entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2073

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

THE ATLAS ENGRAVING & PRINTING CO., LTD.

Avis est par le présent donné que la dite compagnie est en liquidation volontaire, et toutes personnes, qui ont des réclamations contre elle sont requises de les produire entre les mains du soussigné le ou vers le quinze juillet.

J. M. CAMPBELL,
Liquidateur.

Chambre 228,
Temple Building, Montréal. 2449

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

SECTION D'ARTHABASKA.

Wilfrid T. Laliberté, étudiant en droit, de Thetford Mines, comté de Mégantic, âgé de 21 ans, a donné avis qu'il se présenterait devant les examinateurs du barreau de la province de Québec, aux prochains examens de juillet 1905, pour être admis à la pratique du droit.

LOUIS HOUDE,
Secrétaire du barreau,
Section d'Arthabaska.

Arthabaska, 21 juin 1904. 2495-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2567.

Dame Lea Kimmerman, Demanderesse ;

vs Abraham Fred, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la susdite cause.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Procureurs de la demanderesse

Montréal, 15 juin 1905. 2379-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2424.

Marie Lafortune, épouse d'Euclide Morin, contracteur, tous deux de la cité de Saint-Henri, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

J. B. BISSONNETTE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 22 mai 1905. 2343-3

same with the Clerk of the Committee to such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2074

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

THE ATLAS ENGRAVING & PRINTING CO., LTD.

Notice is hereby given that the above company is going into voluntary liquidation, and any persons having claims against it are requested to forward them, on or before 15th July, to the undersigned.

J. M. CAMPBELL,
Liquidator.

Room 228,
Temple Building, Montreal. 2450

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

ARTHABASKA SECTION.

Wilfrid T. Laliberté, student at law, of Thetford Mines, county of Megantic, aged 21 years, has given notice that he will present himself before the bar examiners of the province of Quebec, at the next examinations in July, 1905, to be admitted to the practice of the law.

LOUIS HOUDE,
Secretary of the Bar,
Arthabaska Section.

Arthabaska, 21st June, 1905. 2406

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2567.

Dame Lea Kimmerman, Plaintiff ;

vs Abraham Fred, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted in the above case.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th June, 1905. 2380

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2424.

Marie Lafortune, wife of Euclide Morin, contractor, both of the city of Saint Henry, has taken, this day, an action in separation from board and bed against her husband.

J. B. BISSONNETTE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd May, 1905. 2344

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 111.

Dame Marie-Louise-Rose-Anna Bonneau, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, épouse de Jacques Arthur Bonneau, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jacques Arthur Bonneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le douzième jour de juin courant, et sera rapportée le vingt courant.

J. S. MESSIER,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Jean, 16 juin 1905. 2275-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2475.

Dame Lizay O'Reilly, de la ville d'Outremont, dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Michel Calvé, du même lieu.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 31 mai 1905. 2235-4

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1172.

Dame Cléophre Fortier, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse de Joseph Durocher, manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Durocher, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

SEERS & LAURENDEAU,
Avocats de la demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 7 juin 1905. 2163.5

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 389.

Rosalem Lampron, épouse de Ernest Lambert, commerçant, tous deux de la ville de Shawinigan Falls, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

A. E. PAQUETTE,
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 22 mai 1905. 2175 5

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 111.

Dame Marie-Louise-Rose-Anna Bonneau, of the town of Iberville, in the district of Iberville, wife of Jacques Arthur Bonneau, butcher, of the same place, duly authorized to institute the present action,
Plaintiff ;

vs

The said Jacques Arthur Bonneau, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, the 12th of June instant, and will be returned on the 20th instant.

J. S. MESSIER,
Attorney for plaintiff.
Saint John's, 16th June, 1905. 2276

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2475.

Dame Lizay O'Reilly, of the town of Outremont, said district, has, to-day, taken an action in separation as to property against Michel Calvé, her husband, of the same place.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 31st May, 1905. 2236

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 1172.

Dame Cléophre Fortier, of the city of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, wife of Joseph Durocher, of the same place, manufacturer, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Durocher, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

SEERS & LAURENDEAU,
Attorneys for plaintiff.

Salaberry of Valleyfield, 7th June, 1905. 2164

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 389.

Rosalem Lampron, wife of Ernest Lambert, trader, both of the town of Shawinigan Falls, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

A. E. PAQUETTE,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers 22nd May, 1905. 2176

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de "The London Rubber Co."

Un premier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 18e jour de juillet 1905, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint Jacques.
Montréal, 1er juillet 1905. 2431

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 251.

Dans l'affaire de J. A. Pantaléon Trépanier, marchand, Saint-Stanislas, comté de Champlain,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of The London Rubber Co.

A first dividend sheet has been prepared in the above matter, open to objection until Tuesday, 18th July, 1905, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 1st July, 1905. 2432

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 251.

In the matter of J. A. Pantaléon Trépanier, merchant, Saint Stanislas, county of Champlain,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and

cette affaire, et sera sujet à contestation jusqu'au lundi, le 17 juillet 1905.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 18 juillet 1905.

HENRI BISSON,
Curateur.
2433

Trois-Rivières, 1er juillet 1905.

Province de Québec, }
District d'Iberville. } Cour Supérieure.
No 24.

Dans l'affaire de Léon Ferland, de Saint-Alexandre, Failli.

Avis est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24 juillet 1905, date après laquelle les dividendes seront payables à mon bureau.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curateur.

Bureau : 109, rue Richelieu,
Saint-Jean, 4 juillet 1905. 2469

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Zéphirin D'Aoust, marchand, de Montréal, Insolvable ;

et

Charles Bruchesi, avocat, de Montréal, Requéant.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.

130, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 3 juillet 1905. 2447

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.
No 4626.

Dans l'affaire de Dame Rebecca Descoteaux, de la ville de Berthier, comté de Berthier, épouse séparée quant aux biens de L. Josaphat Giroux, hôtelier, faisant affaires comme marchande publique, en la dite ville de Berthier, sous la raison sociale de L. J. Giroux & Cie, Failli.

Avis est donné que le trentième jour de juin dernier, 1905, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la dite cour, curateur aux biens de la dite Dame Rebecca Descoteaux, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

M. A. L. AUBIN,
Curateur.
2441

Berthier, 3 juillet 1905.

En Liquidation

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No. 459.

Dans l'affaire de "Imperial Biscuit Company,"
En liquidation ;

et

Joseph Elzéar Lanouette, marchand, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, Liquidateur.

Avis est par le présent donné à toutes personnes intéressées que, par jugement de la cour supérieure dans et pour le district des Trois-Rivières, rendu le 23e jour d'octobre 1903, le soussigné a été nommé liquidateur de "Imperial Biscuit Company", en liquidation.

J. E. LANOUILLE,
Sainte-Anne de la Pérade, 20 juin 1905. 2429

will be opened for objection until Monday, the 17th of July, 1905.

This dividend will be payable at my office on or after the 18th of July, 1905.

HENRI BISSON,
Curator.
2434

Three Rivers, 1st July, 1905.

Province of Quebec, }
District of Iberville. } Superior Court.
No. 24.

In the matter of Léon Ferland, of Saint Alexandre, Insolvent.

Notice is given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 24th July, 1905, after which date dividends will be payable at my office.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curator.

Office : 109, Richelieu street,
Saint John, 4th July, 1905. 2470

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re Zéphirin D'Aoust, merchant, of Montreal, Insolvent ;

and

Charles Bruchesi, lawyer, of Montreal, Petitioner.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. provisional guardians.

180, Saint James street, Montreal.
Montreal, 3rd July, 1905. 2448

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } Superior Court.
No. 4626.

In the matter of Dame Rebecca Descoteaux, wife separated as to property of L. Josaphat Giroux, hotelkeeper, of the town of Berthier, county of Berthier, and there carrying on business as public trader, in the said town of Berthier, under the style and firm of L. J. Giroux & Cie, Insolvent.

Notice is given that by order on the court, on the thirtieth day of June last, 1905, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said Dame Rebecca Descoteaux, who has made an abandonment of her assets for the benefit of her creditors.

Claims, duly attested on oath, must be filed with me within thirty days from this notice.

M. A. L. AUBIN,
Curator.

Berthier (en haut), P. Q., 3rd July, 1905. 2442

In Liquidation

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.
No. 459.

In the matter of "Imperial Biscuit Company,"
In liquidation ;

and

Joseph Elzéar Lanouette, merchant, of the parish of Sainte Anne de la Pérade, Liquidator.

Notice is hereby given to whom it may concern, that by judgment of the superior court, in and for the district of Three Rivers, rendered on the 23rd day of October, 1903, the undersigned was appointed liquidator to "Imperial Biscuit Company", in liquidation.

J. E. LANOUILLE,
Sainte Anne de la Pérade, 30th Jun^e, 1905. 2430

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Arthabaska, à savoir : } JEAN BTE GIGUERE,
No 4616. } Demandeur ; vs
EDOUARD ALLARD, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Cyrille de Wendover, et portant au cadastre officiel d'enregistrement le numéro trois B, du quatrième rang du canton de Simpson—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain (1905), à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 13 juin 1905. 2227-2
[Première publication, 17 juin 1905.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } PATRICK McKEOWN,
No 102. } Demandeur ; vs DAME
JANE MARGORY, veuve de feu Spark Bennett,
en son vivant de Kingsey Falls.

Un terrain ou emplacement situé dans Kingsey Falls, sur le chemin conduisant à Kingsey Siding, formant partie du lot de terre numéro six, dans le douzième rang du canton de Kingsey, mesurant en front environ cinq rods et demi sur le dit chemin, et environ quatre rods en arrière par neuf rods en profondeur ; borné en front au sud-ouest par le dit chemin, en arrière par le terrain de l'église, au sud-est par Phylander Shaw, et au nord-ouest par la rue de l'Eglise—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aimé de Kingsey Falls, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, 1905, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 14 juin 1905. 2225-2
[Première publication, 17 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } GÉDEON MAHEU ET AL.,
No 3725. } Demandeurs ; vs LUDGER
LACHANCE, Défendeur, et Ludger Lachance,
opposant.

Comme appartenant au demandeur, Gédéon Maheu :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Martin, en le premier rang du canton de Jersey, côté nord-est du chemin public, contenant un quart d'arpent de front sur un arpent de profondeur ; borné en front par le chemin public, en profondeur à Philéas Poulin, du côté sud-est par Léger Quirion, et du côté nord-ouest à Israël Poulin, étant le dit emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-trois-C (33C), du cadastre

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Richelieu.

Arthabaska, to wit : } JEAN BTE GIGUERE,
No. 4616. } Plaintiff ; vs EDOUARD
ALLARD, Defendant.

A piece of land lying and being in the parish of Saint Cyrille de Wendover, and bearing on the official cadastre of registration, the number three B, for the fourth range of the township of Simpson—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille de Wendover, on the EIGHTEENTH day of JULY next (1905), at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 13th June, 1905. 2228
[First published, 17th June, 1905.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } PATRICK McKEOWN,
No. 102. } Plaintiff ; vs DAME
JANE MARGORY, widow of the late Spark Bennett,
in his lifetime of Kingsey Falls.

A piece of land or emplacement lying in Kingsey Falls, on the road leading to Kingsey Siding, forming part of the lot of land number six, in the twelfth range of the township of Kingsey, having in front about five and a half rods on said road, and about four rods in the rear by nine rods in depth ; bounded fronterly to the south west by said road, in the rear by the church ground, to the south east by Phylander Shaw, and to the north west by Church street—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Aimé of Kingsey Falls, on the TWENTIETH day of JULY next, 1905, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 14th June, 1905. 2226
[First published, 17th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } GÉDEON MAHEU ET AL.,
No. 3725. } Plaintiffs ; vs LUDGER
LACHANCE, Defendant, and Ludger Lachance,
opposant.

As belonging to the plaintiff, Gédéon Maheu :

A lot situate in the parish of Saint-Martin, in the first range of the township of Jersey, north east side of the public road, containing one quarter of an arpent in front by one arpent in depth ; bounded in front by the public road, in rear by Philéas Poulin, on the south east side by Léger Quirion, and on the north west side by Israël Poulin, said lot being known and described as forming part of lot number thirty three C (33 C), of the

officiel pour le dit canton de Jersey—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, à Beauceville, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif,
Village Saint-Joseph, Beauce, 13 juin 1905. 2243-2

[Première publication, 17 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **D. GEORGES CASTON**
No 3406. } **D. GUAY**, de Sainte-

Hélène, Demandeur ; contre **DAME HENRIETTE PARADIS ET AUTRES**, Défendeurs, à savoir :

Un circuit de forme irrégulière d'environ vingt-trois arpents en superficie, situé en le second rang de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, étant le numéro trois cent vingt (No 320), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Louis de Kamouraska. A charge par l'acquéreur de payer à L. P. Chaloult, le 11 novembre de chaque année, une rente de cinq piastres.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Louis de Kamouraska, **MARDI**, le **HUITIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif,
Fraserville, 6 juillet 1905. 2473

[Première publication, 8 juillet 1905.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ALEXANDRE Mc**
No 764. } **DOUGALL**, des cité

et district de Montréal, marchand-importateur, comme faisant ci-devant affaires en cette qualité seul sous la raison sociale de "A. McDougall & Co.," Demandeur ; contre les terres et tenements de **ERNEST PERRAULT**, du même lieu, Défendeur.

La part du dit Ernest Perrault dans un terrain situé sur la rue Panet, dans la cité de Montréal, le dit terrain étant connu et désigné comme étant une partie du lot numéro (100) cent, des plans et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dans la dite cité ; la dite partie de lot étant bornée en front par la rue Panet, en arrière par John Donnelly, d'un côté partie par J. A. Labadie et partie par l'autre morceau du numéro cent, et de l'autre côté par le numéro (101) cent un, du dit quartier Sainte-Marie—avec une maison en briques et autres dépendances ci-dessus érigées, et l'usage du passage en commun avec d'autres.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de

official cadastre of the said township of Jersey—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, at Beauceville, on the **EIGHTEENTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff,
Village of Saint-Joseph, Beauce, 13th June, 1905. 2244

[First published, 17th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **D. GEORGES CASTON**
No. 3406. } **D. GUAY**, of Sainte He-

lene, Plaintiff ; against **DAME HENRIETTE PARADIS AND OTHERS**, Defendants, to wit :

A circuit of land of irregular outline of about twenty three arpents in area, situate in the second range of the parish of Saint Louis de Kamouraska, in the county of Kamouraska, being number three hundred and twenty (No. 320), of the cadastre of the said parish of Saint Louis de Kamouraska. Subject to the charge upon the purchaser of paying to L. P. Chaloult, on the 11th of November of every year, a rent of five dollars.

To be sold at the church door of Saint-Louis de Kamouraska, on **TUESDAY**, the **EIGHTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff,
Fraserville, 6th July, 1905. 2474

[First published, 8th July, 1905.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ALEXANDRE McDOU-**
No. 764. } **GALL**, of the city and

district of Montreal, importer, as heretofore doing business as such alone under the style and firm of "A. McDougall & Co.," Plaintiff ; against the lands and tenements of **ERNEST PERRAULT**, of the same place, Defendant.

The share of the said Ernest Perrault, in a lot situate on Panet street, in the city of Montreal, said lot being known and described as being a part of the lot number one hundred (100), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, in the said city ; the said part of lot being bounded in front by Panet street, in rear by John Donnelly, on one side partly by J. A. Labadie and partly by another piece of lot number one hundred, and on the other side by number one hundred and one (101), of the said Saint Mary's ward—with a brick house and other dependencies thereon erected, and the use of the passage in common with others.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 14 juin 1905. 2241.2
[Première publication, 17 juin 1905.]

the TWENTIETH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th June, 1905. 2242
[First published, 17th June, 1905.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ISAIE MORENCY ; contre
No 2088. } ARTHUR MORENCY ET
AL, et Joseph Allaire, curateur au délaissement, à
savoir :

Les lots Nos 82 et 83 (quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant des emplacements situés sur le chemin du Roi, premier rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, le ONZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 6 juillet 1905. 2451
[Première publication, 8 juillet 1905.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JOSEPH HONORÉ JAC-
No 164. } QUES ; contre JOSEPH
GEORGES HAMEL, à savoir :

Partie du lot No 249 (deux cent quarante-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, étant un lopin de terre de figure irrégulière, quasi triangulaire, situé sur la route Sainte-Claire, ayant cent quarante pieds de front sur la route Sainte-Claire, cent dix pieds du côté nord-ouest, et cent quarante pieds du côté sud, plus ou moins ; borné vers le nord-est à la dite route Sainte-Claire, vers le sud-ouest au ruisseau, vers le nord au terrain de J. Bte Jobin, vers le sud au terrain de la compagnie de chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Charlesbourg, en le comté de Québec, le DOUZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,
Bureau du shérif, Député shérif.
Québec, 6 juillet 1905. 2475
[Première publication, 8 juillet 1905.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Rimouski.

No 6644. } CYPRIEN LEPAGE, Demandeur ; vs
à savoir : } PHILIPPE OUELLET, Défendeur,

Le numéro trois cent six (306), du cadastre officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski—

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } ISAIE MORENCY ; against
No. 2088. } ARTHUR MORENCY ET AL,
and Joseph Allaire, curator to the surrender, to
wit :

The lots numbers 82 and 83 (eighty two and eighty three), of the official cadastre for the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being lots situate on the King's road, first range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc* at the church door of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, in the county of Lévis, on the ELEVENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 6th July, 1905. 2452
[First published, 8th July, 1905.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JOSEPH HONORÉ JACQUES ;
No. 164. } against JOSEPH GEORGES
HAMEL, to wit :

Part of lot No. 249 (two hundred and forty nine), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, being a lot of land of irregular, nearly triangular shape, situate on the Sainte Claire road, measuring one hundred and forty feet in front on the Sainte Claire road, one hundred and ten feet on the north west side, and one hundred and forty feet on the south side, more or less ; bounded on the north east by the said Sainte Claire road, on the south west by a creek, on the north by the land of J. Bte Jobin, on the south by the land of the Quebec and Lake Saint John railway company—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Charlesbourg, in the county of Quebec, on the TWELFTH day of the month of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 6th July, 1905. 2476
[First published, 8th July, 1905.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Rimouski.

No. 6644. } CYPRIEN LEPAGE, Plaintiff ; vs
Defendant, to wit : } PHILIPPE OUELLET,

Number three hundred and six (306), of the official cadastre of the parish of Saint Germain de

avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le HUITIEME jour d'AOUT 1905, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 5 juillet 1905. 2479
[Première publication, 8 juillet 1905.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } ANTOINE BIRON,
No 852. } bourgeois, du
canton de Stoke, dans le district de Saint-François,
Demandeur ; contre DAME SERAPHINE THER-
RIAULT, du canton de Stoke, dans le district de
Saint-François, épouse de Edouard Lapierre, culti-
vateur du dit canton de Stoke, et le dit Edouard
Lapierre, tant personnellement que pour autoriser
sa dite épouse à l'effet des présentes, Défendeurs
conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant à la dite Séraphine
Therriault, défenderesse en cette cause.

Un morceau de terre situé dans le canton de
Stoke, dans le comté de Richmond, connu et dési-
gné sur le plan du cadastre officiel et au livre de
renvoi du dit canton de Stoke comme lot numéro
dix-sept D (17 D), dans le quatrième rang du dit
canton—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations
faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Philémon de Stoke, le HUITIEME
jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-
midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 5 juillet 1905. 2477
[Première publication, 8 juillet 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } HONORABLE WIL-
No 800. } LIAM WHITE, De-
mandeur ; contre JAMES DUNSMORE, Défend-
deur.

Ce lot de terre situé sur la rue Island, dans le
quartier nord de la cité de Sherbrooke, connu sur
le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour
le dit quartier nord, comme lot numéro six cent
vingt deux (622)—ensemble avec la maison et
bâtisses sus-érigées ; borné en front par la dite rue.

Pour être vendu dans mon bureau, au palais de
justice, dans la cité de Sherbrooke, le DIX-HUI-
TIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures
de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 14 juin 1905. 2267-2
[Première publication, 17 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Rimouski—with buildings thereon erected and
dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the town of
Saint Germain de Rimouski, on the EIGHTH day
of AUGUST, 1905, at TEN of the clock in the
forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 5th July, 1905. 2480
[First published, 8th July, 1905.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the nu-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } ANTOINE BIRON,
No. 852. } gentleman, of the
township of Stoke, in the district of Saint Francis,
Plaintiff ; against DAME SERAPHINE THER-
RIAULT, of the township of Stoke, in the district
of Saint Francis, wife of Edouard Lapierre, farmer,
of the said township of Stoke, as well personally
as to authorize his said wife for the purposes hereof,
Defendants jointly and severally.

Seized as belonging to the said Seraphine Ther-
riault, defendant in this cause :

A piece of land situate in the township of Stoke,
in the county of Richmond, known and designated
on the official cadastral plan and book of reference
of the said township of Stoke, as the lot number
seventeen D (17 D), in the fourth range of the said
township—with the buildings and improvements
thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Philémon de Stoke, on the EIGHTH day of
AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the
forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 5th July, 1905. 2478
[First published, 8th July, 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } H E HONORABLE
No. 800. } WILLIAM WHITE,
Plaintiff ; against JAMES DUNSMORE, Defend-
ant :

That certain lot of land situate on Island street,
in the north ward of the city of Sherbrooke, known
on the official cadastral plan and book of reference
for the said north ward, as the lot number six
hundred and twenty-two (622)—together with the
house and buildings thereon erected and made ;
bounded in front by the said street.

To be sold at my office, at the court house, in the
city of Sherbrooke, on the EIGHTEENTH day of
JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 14th June, 1905. 2268
[First published, 17th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } **PIERRE AVILA**
 No 365. } **GOUIN, Demandeur;**
 vs **ALBERT POTHIER, Défendeur.**

Un emplacement situé en la paroisse de Batiscan, connu et désigné par le numéro cent quarante cinq (145), au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse, de soixante et sept pieds et demi de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure française; borné en front au chemin royal actuel, se terminant en profondeur à Charles H. Gouin, joignant au sud partie à la maison d'école No 2, et partie aux héritiers Moïse Cossette, et au nord-est à Isaïe Marchand—avec maison, boutique de forge et autres bâtisses dessus construites, la dite boutique de forge à une petite partie dirigée sur une pointe de terre prise et détaché du lot de terre numéro cent quatre-vingt cinq (185), au dit cadastre officiel pour la dite paroisse de Batiscan, de la contenance de cinquante deux pieds de largeur sur seize pieds de longueur, dans la ligne sud-ouest, et allant en rétrécissant de manière à se terminer en pointe dans la ligne nord-est sur laquelle une petite partie de la dite boutique a été construite; bornée en front à l'emplacement ci-dessus, en profondeur et au nord-est au dit Charles H. Gouin, et au sud-ouest aux héritiers Moïse Cossette.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, le **NEUVIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHAS DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Trois-Rivières, 5 juillet 1905. 2471
 [Première publication, 8 juillet 1905.]

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Safety Car Heating and Lighting Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. George T. Merwin, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 5 juillet 1905.

La compagnie "The Pintsch Compressing Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. George T. Merwin, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 5 juillet 1905.

La compagnie "The Union Mutual Life Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Henri E. Morin, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 6 juillet 1905. 2499

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } **PIERRE AVILA**
 No. 365. } **GOUIN, Plaintiff; vs.**
ALBERT POTHIER, Defendant.

A lot situate in the parish of Batiscan, known and described as number one hundred and forty five (145), on the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish, of sixty seven and a half feet in front by ninety feet in depth, french measure; bounded in front by the actual King's road, ending in rear at Charles H. Gouin's, bounded on the south partly by the school house No. 2, and partly by the heirs Moïse Cossette, and on the north east by Isaïe Marchand—with house, blacksmith's forge and other buildings thereon erected, the said blacksmith's forge having little part erected on a point of land taken and detached from the lot of land number one hundred and eighty five (185), on the said official cadastre of the said parish of Batiscan, containing fifty two feet in width by sixteen feet in length, on the south west line, and narrowing so as to end in a point in the north east line, on which a small part of the said forge has been erected; bounded in front by the lot herein above, in rear and on the north east by the said Charles H. Gouin, and on the south west by the heirs Moïse Cossette.

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, on the **NINTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHAS DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
 Three Rivers, 5th July, 1905. 2472
 [First published, 8th July, 1905.]

Government Notice

The "Safety Car Heating and Lighting Company" has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. George T. Merwin, of the city of Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Québec, 5th July, 1905.

The "Pintsch Compressing Company" has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. George T. Merwin, of the city of Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Québec, 5th July, 1905.

The "Union Mutual Life Insurance Company," has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Henri E. Morin, of the city of Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Québec, 6th July, 1905. 2500

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2613.

Dame Amelia Jemima Little, de Westmount, dit district, épouse commune en biens de William Alexander Dickson, du même lieu, manufacturier, judiciairement autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit William Alexander Dickson, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

PATTERSON & BROWN,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 3 juillet 1905. 2487

Avis est par les présentes donné que dans un mois à compter de la première publication de cet avis, l'association de bienfaisance et de secours mutuels, connue et désignée sous le nom de "Association Canado-Américaine," de Manchester, dans l'état de New-Hampshire, l'un des états-unis d'Amérique, présentera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, une requête pour être autorisée à faire des opérations dans la dite province, en vertu du 59 Vict., chap. 34.

La Haute-Cour de l'"Association Canado-Américaine."

CALIXTE MORIN,
Secrétaire-général.

Manchester, N.-H., 5 juillet 1905. 2501

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de John H. Howard et Geo. W. Guile, hôteliers, Montréal, (Howard & Guile.)
Faillis.

Avis est par le présent donné que les dits faillis ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 4 juillet 1905. 2491

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Gilbert Labonté, marchand, de la paroisse de Saint-Sauveur, district de Terrebonne,
Débiteur insolvable ;

et

Oscar Dépocas,
Créancier, requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, à Sainte-Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
Protonotaire, C. S.

Sainte-Scholastique, 26 juin 1905. 2485

Avis est donné que Rodolphe-Alexandre Blais, de Causapsal, comté de Rimouski, marchand de bois, a fait cession de ses biens, le 3 juillet 1905, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Rimouski.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires. 2483

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2613.

Dame Amelia Jemima Little, of Westmount, said district, wife common as to property of William Alexander Dickson, of the same place, manufacturer, judicially authorized to ester in justice,
Plaintiff ;

vs

The said William Alexander Dickson,
Defendant.

An action for separation as to property was, this day, instituted by plaintiff against defendant.

PATERSON & BROWN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd July, 1905. 2488

Notice is hereby given that within one month from the first publication of this notice, the benefit and mutual help association known and described by the name of "Association Canado Américaine," of Manchester, in the state of New Hampshire, one of the united states of America, will present to the Lieutenant Governor in Council, a petition to be authorized to carry on business in the said province, in virtue of the act 59 Vict., ch. 34.

The High Court of the said "Association Canado Américaine."

CALIXTE MORIN,
General Secretary.

Manchester, N. H., 5th July, 1905. 2502

Bankrupt Notices

Province of Quebec }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of John H. Howard et Geo. W. Guile, hotel keepers, Montreal, (Howard & Guile.)
Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 4th July, 1905. 2492

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*

In the matter of Gilbert Labonté, merchant, of the parish of Saint Sauveur, district of Terrebonne,
Debtor insolvent ;

and

Oscar Depocas,
Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that on the said debtor has, this day, made an assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office, at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary, S. C.

Sainte Scholastique, 26th June, 1905. 2486

Notice is given that Rodolphe Alexandre Blais, of Causapsal, county of Rimouski, lumber merchant, has, on the 3rd day of July, 1905, made an assignment of his property, at the prothonotary's office of the superior court, for the district of Rimouski.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians. 2484

Avis est donné que Madame Alvina Cyronne, épouse de J. A. Blondin, de Saint-Maurice, comté de Champlain, marchand, a fait cession de ses biens, le 3 juillet 1905, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières.

2481 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de David Lessor, marchand, Montréal (Canadian Furniture Exchange), Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.
Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 5 juillet 1905. 2489

District de Québec.

Re O. L. Richardson & Sons, marchands, Québec.
Insolvables.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 juin 1905, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 6 juillet 1905. 2493

District de Québec.

Delphis Coulombe, marchand, de Villeroy, a, le 29 juin 1905, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 6 juillet 1905. 2497

District de Québec.

Georges Bergeron, épiciier, de la cité de Québec, a, le 28 juin 1905, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 6 juillet 1905. 2495

Notice is given that Madame Alvina Cyronne, wife of J. A. Blondin, of Saint Maurice, county of Champlain, public trader, has, on the 3rd day of July, 1905, made an assignment of her property, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers.

2482 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of David Lessor, merchant, Montreal (Canadian Furniture Exchange), Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian.
Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 5th July, 1905. 2490

District of Québec.

Re O. L. Richardson & Sons, merchants, Québec.
Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 27th June, 1905, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 6th July, 1905. 2494

District of Québec.

Delphis Coulombe, merchant, of Villeroy, has, on the 29th June, 1905, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 6th July, 1905. 2498

District of Québec.

Georges Bergeron, grocer, of the city of Québec, has, on the 28th June, 1905, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 6th July, 1905. 2496

*Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 27.**Index of the Quebec Official Gazette, No. 27.*

- ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—**Dmes Bonneau vs Bonneau, 1077 ; Fortier vs Durocher, 1077 ; Kimmerman vs Fred, 1076 ; Lampron vs Lambert, 1077 ; Little vs Dickson, 1084 ; O'Reilly vs Calvé, 1077.
- ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :—**Dmes Bonneau vs Bonneau, 1077 ; Fortier vs Durocher, 1077 ; Kimmerman vs Fred, 1076 ; Lampron vs Lambert, 1077 ; Little vs Dickson, 1084 ; O'Reilly vs Calvé, 1077.
- ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—**Dame Lafortune vs Morin, 1076.
- ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—**Dame Lafortune vs Morin, 1076.
- ANNONCEURS :—Avis aux :—**Concernant avis, etc., 1065.
- ADVERTISERS :—**Notice to :—Respecting notices, &c., 1065.
- ARRÊTÉ EN CONSEIL :—**Tarif de péage :—Rivière du Sud, 1069.
- ORDER IN COUNCIL :—**Tariff of tolls :—Rivière du Sud, 1069.
- AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—**North British & Mercantile Insurance Coy, 1068 ; The American Thread Coy, 1068 ; The Safety Car Heating & Lighting Coy, 1083 ; The Pintsch Compressing Coy, 1083 ; The Union Mutual Life Insurance Coy, 1083.
- AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—**North British & Mercantile Insurance Coy, 1068 ; The American Thread Coy, 1068 ; The Safety Car Heating & Lighting Coy, 1083 ; The Pintsch Compressing Coy, 1083 ; The Union Mutual Life Insurance Coy, 1083.
- AVIS :—**Association Canado Americaine, 1084 ; Loi des différends ouvriers de Québec, 1072.
- NOTICE :—**Association Canado Americaine, 1084 ; The Quebec Trade Disputes Act, 1072.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. :—**Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1074 ; Conseil législatif, 1072.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1074 ; Legislative Council, 1072.
- EXAMENS :—**Barreau :—Section d'Arthabaska, 1076 ; Montréal, 1053 ; Québec, 1054 ; Saint-François, 1054 ; Mesureurs de bois, 1072.
- EXAMINATIONS :—**Bar :—Section of Arthabaska, 1076 ; Montreal, 1026 ; Quebec, 1054 ; Saint Francis, 1054 ; Cullers, 1072.
- FAILLIS :—**Bergeron, 1085 ; Blais, 1084 ; Coulombe, 1085 ; Cyrenne (Dme), 1085 ; D'Acoust, 1078 ; Descoteaux (Dme), 1078 ; Ferland, 1078 ; Howard & Guile, 1084 ; Imperial Biscuit Coy, 1078 ; Labonté, 1084 ; Lessor, 1085 ; Richardson & Sons, 1085 ; The London Rubber Coy, 1077 ; Trépanier, 1077.
- INSOLVENTS :—**Bergeron, 1085 ; Blais, 1084 ; Coulombe, 1085 ; Cyrenne (Dme), 1085 ; D'Acoust, 1078 ; Descoteaux (Dme), 1078 ; Ferland, 1078 ; Howard & Guile, 1084 ; Imperial Biscuit Coy, 1078 ; Labonté, 1084 ; Lessor, 1085 ; Richardson & Sons, 1085 ; The London Rubber Coy, 1077 ; Trépanier, 1077.
- LETTRE PATENTE :—**Club de dames et d'échecs de Montréal, 1070.
- LETTERS PATENT :—**Club de dames et d'échecs de Montréal, 1070.
- LIQUIDATION :—**The Atlas Engraving & Printing Co. ; 1076.
- LIQUIDATION :—**The Atlas Engraving & Printing Co. ; 1076.
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—**Annexées ou érigées :—Divers lots de la ville de Longueuil, à la paroisse de Longueuil, 1070 ; Village de Sainte-Scholastique, à la paroisse de Sainte-Scholastique, 1070 ; A Frampton Ouest, divers lots des Saints-Anges, 1071 ; A Sainte-Eulalie, le lot 346 de Sainte Anne du Sault, 1071 ; A Saint-Moïse, divers lots de Saint-Damase, 1071 ; A Cleveland, divers lots du canton Windsor, 1071 ; L'Ascension, 1071.
- SCHOOL MUNICIPALITIES :—**Annexed or erected :—Several lots of the town of Longueuil, to the parish of Longueuil, 1070 ; Village of Sainte Scholastique, to the parish of Sainte Scholastique, 1070 ; To Frampton West, several lots of Saints Angas, 1071 ; To Sainte Eulalie, the lot 346 of Sainte Anne du Sault, 1071 ; To Saint Moïse, several lots of Saint Damase, 1071 ; To Cleveland, several lots of the township Windsor, 1071 ; L'Ascension, 1071.
- NOMINATIONS :—**Conseillers municipaux :—Village d'Hébertville, 1066.
Membres du Conseil Exécutif, 1065.
Membres du Conseil d'hygiène, 1066.
Recorder :—Ville de Buckingham, 1065.
- APPOINTMENTS :—**Municipal councillors :—Village of Hébertville, 1066.
Members of Executive Council, 1065.
Members of the provincial board of health, 1066.
Recorder :—Town of Buckingham, 1065.
- PROCLAMATIONS :—**Convocation des chambres, 1067 ;
Erection de N.-D. de Lourdes, 1066.
- PROCLAMATIONS :—**Parliament convoked, 1067 ;
N.-D. de Lourdes erected, 1066.
- VENTES PAR LES SHERIFS**
- ARTHABASKA :—**Giguère vs Allard, 1079 ; McKeown vs Dme Margevy, 1079.
- SHERIFFS' SALES**
- ARTHABASKA :—**Giguère vs Allard, 1079 ; McKeown vs Dme Margevy, 1079.

BEAUCE :—Maheu et al vs Lachance, 1079.

KAMOURASKA :—Castonguay vs Dme Paradis et al, 1080.

MONTRÉAL :—McDougall vs Perrault, 1080.

QUÉBEC :—Jacques vs Hamel, 1081 ; Morency vs Morency, 1081.

RIMOUSKI :—Lepage vs Ouellet, 1081.

SAINT-FRANÇOIS :—Biron vs Dme Therriault, 1082 ; White vs Dansmore, 1082.

TROIS-RIVIÈRES :—Gouin vs Pothier, 1082.

BEAUCE :—Maheu et al vs Lachance, 1079.

KAMOURASKA :—Castonguay vs Dme Paradis et al, 1080.

MONTREAL :—McDougall vs Perrault, 1080.

QUEBEC :—Jacques vs Hamel, 1081 ; Morency vs Morency, 1081.

RIMOUSKI :—Lepage vs Ouellet, 1081.

SAINT FRANCIS :—Biron vs Dme Therriault, 1082 ; White vs Dansmore, 1082.

THREE RIVERS :—Gouin vs Pothier, 1082.

